

Malakoff, le 16 mai 2017

Décision n° 2017-31 portant règlement intérieur de la commission paritaire consultative des secours exceptionnels de l'EPIDE

La directrice générale de l'EPIDE,
Vu le code de la défense, et notamment ses articles L. 3414-1 et suivants,
Vu, l'avis rendu par le comité technique d'établissement du 10 mai 2017,

Décide :

Art. 1^{er}. - Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de fonctionnement de la commission paritaire consultative des secours exceptionnels de l'EPIDE.

I. – Dispositions générales

Art. 2. – La commission paritaire consultative des secours exceptionnels est une instance propre à l'EPIDE. Elle est constituée pour examiner les situations individuelles des agents nécessitant l'attribution de secours spécifiques.

II. – Composition

Art. 3. - Représentants de l'administration :

- le directeur des ressources humaines,
- le (la) chef (fe) du service en charge de l'action sociale,
- le (la) chef (fe) du service en charge de l'exécution financière.

Représentants du personnel :

Un représentant mandaté par organisation syndicale représentative à l'EPIDE ou ayant déposé ses statuts à l'EPIDE.

Les représentants de l'établissement, ainsi que les organisations syndicales peuvent désigner des membres suppléants dont le nombre est, au plus, égal à celui des titulaires. Les membres suppléants ne pourront siéger qu'en l'absence des titulaires.

III. – Attributions

Art. 4. - La commission paritaire consultative attribue les prestations sociales de secours exceptionnels aux agents de l'EPIDE.

Le secours exceptionnel peut être attribué aux agents en activité de l'EPIDE pour leur permettre de faire face à des difficultés financières imprévisibles et exceptionnelles compromettant gravement leur environnement matériel et psychologique, ainsi que celui de leur famille.

A ce titre, la commission :

- est destinataire des dossiers relevant de sa compétence (centres et direction générale);
- instruit les demandes de secours des agents ;
- définit les motifs retenus en vue de l'octroi d'une aide financière ;
- décide du montant des secours attribués. Le montant des aides ne peut excéder 2.000 € (deux mille euros). L'aide est plafonnée par an et par agent. Elle n'est pas remboursable.

Les motifs retenus pour l'attribution des secours exceptionnels sont les suivants :

- décès du conjoint, d'un enfant ou d'un ascendant,
- maladie grave de l'agent, de son conjoint ou d'un enfant,
- frais médicaux élevés, etc...
- perte d'emploi du conjoint,
- changement de domicile avec frais de location, de déménagement ou de transport,
- sinistre, vol (dans la mesure où il n'y a pas de prise en charge par l'assurance),
- autres (à préciser par l'agent).

IV. – Fonctionnement

Art. 5. - La commission paritaire consultative se réunit au minimum une fois par trimestre sur un ordre du jour déterminé. Elle peut également être réunie à la demande du président ou de la majorité de ses membres en cas d'urgence (détresse sociale et ou financière) ; dans ce cas, et sous réserve de l'accord des membres, la commission peut être saisie par voie électronique.

Art. 6. - L'ordre du jour de chaque séance est établi par le président, en liaison avec le service relations sociales et action sociale.

Les questions dont l'examen a été demandé par la majorité des membres de la commission sont inscrites à l'ordre du jour.

Les convocations et les dossiers sont envoyés au plus tard huit jours ouvrés avant la tenue de la commission. Ils peuvent être adressés par voie électronique, sous réserve que leur intégrité soit préservée et que soit assurée leur réception par les agents concernés. En cas d'urgence (cf article 5) ce délai n'est pas opposable.

V. - Déroulement des réunions de la commission

Art. 7. - La commission ne délibère que si la moitié au moins des membres ayant voix délibérative est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, le président procède dans les huit jours à une nouvelle convocation des membres de la commission. Les conditions de quorum ne sont alors pas opposables.

Art. 8. - Les réunions de la commission ne sont pas publiques.

VII. – Modalités de versement

Art. 19. - Le versement des secours exceptionnels s'effectue uniquement par virement bancaire après mandatement effectué par l'agent comptable.

Art. 20. - Si l'urgence est justifiée, le versement des secours peut être réalisé sous quarante-huit heures.

VIII.- Facilités accordées aux membres de la commission

Art 21. - Toutes facilités doivent être données aux membres de la commission pour exercer leurs fonctions. Une autorisation spéciale d'absence est accordée aux représentants titulaires du personnel et aux représentants suppléants du personnel appelés à remplacer des représentants titulaires défaillants, ainsi qu'aux experts convoqués par le président en application de l'article 3 du présent règlement intérieur.

La durée de cette autorisation comprend :

- la durée prévisible de la réunion et les temps de préparation de la réunion ;
- les délais de route.

Art. 22. - Les compte rendus de la commission sont confidentiels. Une copie est classée dans le dossier administratif de l'agent à la direction générale.

Art. 23. - Toute modification du présent règlement intérieur doit faire l'objet d'un examen dans les mêmes formes que celles requises pour son adoption.

Art. 24. - Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera mise en ligne sur le site intranet de l'établissement.



NATHALIE HANET
Directrice générale

Art. 9. - Après avoir vérifié que le quorum est atteint, le président de la commission ouvre la séance en rappelant les questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 10. - Le président est chargé de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations de la commission ainsi qu'à l'application du présent règlement intérieur. D'une façon plus générale, il est chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions.

Art. 11. - Le secrétariat administratif de la commission est assuré par un agent de la direction des ressources humaines qui peut ne pas être membre de la commission. Cet agent est notamment chargé de la rédaction du procès-verbal des séances.

Art. 12. - Les dossiers de demandes de secours sont couverts par l'anonymat. Les membres de la commission sont tenus au secret des délibérations.

Art. 13. - En début de chaque séance, le président informe les membres de la commission sur la disponibilité budgétaire.

Art. 14. - La commission se prononce par vote. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

VI. – Procédures

Art. 15. - La demande de l'agent est transmise par la voie hiérarchique (directeur pour les agents des centres, directeurs pour les agents de la direction générale).

Une même demande ne peut pas faire l'objet d'une instruction par l'IGESA et par la DRH de l'EPIDE. En cas de démarche auprès de ces deux instances, le remboursement de l'aide attribuée par l'EPIDE sera exigé.

Art. 16. - La demande peut être transmise par l'agent lui-même au service relations sociales et action sociale dans un souci de confidentialité.

Art. 17. - Les demandes comprennent, notamment, les pièces justificatives suivantes :

- la demande de l'agent exposant sa situation,
- les trois dernières fiches de paie,
- le montant des charges (quittances de loyer ou remboursement de crédit immobilier, factures de téléphone, eau, électricité, chauffage, dernier avis d'imposition sur les revenus, dernier avis éventuel de la taxe foncière, dernier avis de la taxe d'habitation, situation des crédits consommation en cours, frais de garde d'enfants, frais de scolarité, etc...)
- la preuve d'un dossier de surendettement éventuel,
- un devis établi par un médecin ou un hôpital,
- la déclaration de sinistre
- un relevé d'identité bancaire.

Art. 18. - Toute aide accordée fait l'objet d'une décision signée par la directrice générale. Celle-ci est transmise au service de l'exécution financière pour mise en paiement, et notifiée à l'intéressé(e) par le (la) chef(fe) de service en charge de l'action sociale.